

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG128/M/1

20 juin 2003

(03-3328)

Comité des accords commerciaux régionaux
Trente-quatrième session

EXAMEN DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA HONGRIE ET L'ESTONIE

Note sur la réunion du 3 avril 2003

Président: M. S. Dalela (Inde)

1. La réunion a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/2056/Rev.1.
2. Au titre du point C.XIX de sa trente-quatrième session, le Comité des accords commerciaux régionaux (ci-après CACR ou le Comité) a procédé au premier examen de l'Accord de libre-échange (ALE) entre la Hongrie et l'Estonie. Les points suivants ont été examinés:

- A. Observations générales
- B. Section II – Dispositions en matière de commerce

3. Le Président a indiqué qu'il s'agissait du premier examen de l'Accord de libre-échange entre la Hongrie et la Slovaquie. L'Accord avait été signé le 4 novembre 1998 et avait été ratifié par la Hongrie en décembre 1998 et par l'Estonie en janvier 2001. Il avait été appliqué à titre provisoire à partir du 1^{er} janvier 1999 et était entré en vigueur le 1^{er} mars 2001. L'Accord avait été notifié à l'OMC le 4 octobre 2001 dans le document WT/REG128/N/1, le texte de l'Accord étant reproduit dans le document WT/REG128/1 et les renseignements présentés selon le modèle de présentation type dans le document WT/REG128/3. Le Président a proposé de procéder à l'examen en demandant tout d'abord aux Parties et aux autres Membres de formuler des observations générales, puis de passer aux détails de l'Accord en utilisant le modèle de présentation type pour guider le débat. Il a rappelé le mandat pour l'examen, adopté le 5 octobre 2001 par le Conseil du commerce des marchandises, qui était reproduit dans le document WT/REG128/2.

A. OBSERVATIONS GÉNÉRALES

4. La représentante de la Hongrie, s'exprimant également au nom du représentant de l'Estonie, a indiqué au Comité que l'objectif de l'Accord était la création d'une zone de libre-échange conforme à la définition donnée à l'article XXIV:8 b) du GATT de 1994 ainsi qu'au Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994. L'Accord portait sur le commerce des marchandises; le commerce des services n'était pas visé par ses dispositions. Les droits de douane sur les importations de produits industriels et toutes les impositions d'effet équivalent avaient été abolies à la date d'entrée en vigueur de l'Accord. Toutes les restrictions quantitatives à l'importation de produits originaires des Parties et autres mesures ayant un effet équivalent avaient été abolies à la date d'entrée en vigueur de l'Accord. L'échange de concessions relatives aux produits agricoles était indiqué à l'article 10 et à l'Annexe V de l'Accord. Les données relatives aux importations des Parties montraient que les exportations hongroises à destination de l'Estonie avaient doublé, tandis que les exportations estoniennes à destination de la Hongrie avaient presque triplé à la suite de l'application provisoire, puis de l'entrée en vigueur de l'Accord. Cent pour cent des importations estoniennes en

provenance de la Hongrie et 98,7 pour cent des importations hongroises en provenance de l'Estonie bénéficiaient de l'admission en franchise conformément à l'Accord. En ce qui concerne l'avenir de l'Accord, il cesserait d'exister au moment de l'élargissement de l'UE qui devait intervenir l'année suivante et les Parties continueraient à bénéficier de l'admission en franchise dans le cadre de l'union douanière de l'UE.

5. La représentante des États-Unis a fait observer que l'Accord serait bientôt sans objet en raison de l'adhésion des Parties à l'UE. Elle a toutefois précisé, pour que cela soit consigné dans le compte rendu, et au cas improbable où un rapport d'examen serait publié avant que l'Accord ne devienne sans intérêt, que sa délégation avait le même type d'observations à formuler que celles qu'elle avait déjà exprimées lors de la session consacrée à d'autres ACR. Il s'agissait notamment de préoccupations suscitées par le maintien de certains droits de douanes préférentiels, alors que les droits de douane auraient pu être éliminés ou remplacés par des taux NPF, par les cas dans lesquels des secteurs substantiels semblaient exclus du champ d'application de l'Accord et ceux dans lesquels s'appliquaient des régimes de règles d'origine prévoyant le cumul quand différents pays sont en jeu, par exemple le Système paneuropéen de cumul de l'origine. Elle supposait cependant que certaines de ces limitations de la portée de l'Accord seraient réglées dès lors que les Parties deviendraient membres de l'UE.

6. La représentante de la Hongrie a précisé que les importations hongroises de produits agricoles en provenance d'Estonie avaient représenté 1,3 pour cent des importations totales en 2001, dont 89,3 pour cent avaient bénéficié d'un accès préférentiel et 10,7 pour cent du traitement NPF. Les importations estoniennes de produits agricoles hongrois avaient représenté 25,3 pour cent des importations totales en 2001 dont la totalité avait bénéficié de l'admission en franchise de droits. Dans le cas de l'Estonie, cela signifiait donc que l'intégralité des importations en provenance de Hongrie avaient bénéficié de l'admission en franchise. Dans le cas de la Hongrie, l'admission en franchise s'étaient appliquée à 98,7 pour cent des importations totales en provenance de l'Estonie. Sur les 1,3 pour cent restants, 1,2 pour cent avaient bénéficié du traitement préférentiel et 0,1 pour cent du traitement NPF. La délégation hongroise estimait que l'expression "l'essentiel des échanges commerciaux" ne signifiait pas l'intégralité des échanges et qu'un chiffre de 98,7 pour cent de l'ensemble des échanges commerciaux permettait de remplir la condition de l'élimination des droits de douane pour l'essentiel des échanges commerciaux. Toutefois, il s'agissait d'une question systémique et l'intervenante ne souhaitait pas engager un débat sur ce sujet. En ce qui concerne le Système paneuropéen de cumul de l'origine, elle a indiqué que sa délégation considérait que ce système garantissait la stabilité, la transparence et la prévisibilité aux fournisseurs des pays tiers et n'entravait pas les échanges commerciaux avec ces derniers. Elle a toutefois précisé que la question des règles d'origine préférentielles et de leur lien avec les examens entrepris en vertu de l'article XXIV entraînait dans le cadre d'un débat de nature systémique qu'elle ne souhaitait pas ouvrir.

B. SECTION II – DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE COMMERCE

7. La représentante du Chili a noté qu'en dépit du fait que le secteur agricole semblait entrer dans le champ d'application de l'Accord, l'article 12 prévoyait une sauvegarde spéciale dans ce secteur permettant aux Parties, en cas de perturbations graves de leur marché, de prendre les mesures qu'elles jugeaient indispensables. À cet égard, elle souhaitait savoir comment cette disposition avait été appliquée dans la pratique pour fermer les marchés ou relever les droits de douane. La représentante de la Hongrie a répondu que cette disposition n'avait jamais été invoquée.

8. Le Président a dit que le premier examen de l'Accord de libre-échange entre la Hongrie et l'Estonie avait permis au Comité de clarifier un certain nombre de questions, mais que d'autres restaient en suspens. Il a invité les délégations à transmettre leurs questions au Secrétariat pour la fin de juillet 2003 et les Parties à communiquer leurs réponses pour la fin d'octobre 2003 au plus tard.

9. La représentante de la Hongrie estimait que le Comité avait conclu son examen factuel de l'Accord. Elle a indiqué que les questions restées en suspens étaient de nature systémique et qu'elles ne seraient pas résolues par un examen plus approfondi de l'Accord.

10. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation n'avait pas d'autre question étant donné que l'Accord ne présentait plus d'intérêt. Elle a ajouté que, d'après la procédure établie par le précédent Président du Comité, l'examen factuel d'un accord pouvait être considéré comme terminé si les Membres n'avaient plus de nouvelles questions.

11. Le Président a suggéré que la question de savoir comment poursuivre l'examen de l'Accord soit traitée à la session suivante du Comité, afin que les Membres intéressés aient la possibilité de poser de nouvelles questions.

12. Le Comité a pris note des observations formulées.
